

## FÉDÉRATION DE RUSSIE

### Les étudiants étrangers de l'université de l'Amitié entre les peuples victimes de discrimination

Index AI : EUR 46/096/2003

ÉFAI

**Embargo : lundi 22 décembre 2003  
(00 h 01 TU)**

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International est préoccupée par le fait que l'intervention des services de secours lors de l'incendie qui a eu lieu récemment à l'université de l'Amitié entre les peuples de Moscou pourrait ne pas s'être déroulée dans des conditions normales pour des raisons à caractère raciste. L'organisation de défense des droits humains demande instamment au gouvernement russe de prendre immédiatement des mesures afin de garantir la sécurité et le bien-être de tous les étudiants de l'université.

« *Les témoignages sur les opérations de secours recueillis auprès des rescapés, les fréquentes alertes à la bombe et les agressions racistes persistantes dans les locaux de l'université constituent de graves motifs de préoccupation* », a déclaré Amnesty International.

Selon un porte-parole de l'organisation, « *les informations recueillies par Amnesty International montrent que le personnel des services de secours a traité les étrangers pris dans l'incendie de façon discriminatoire, une attitude qui s'inscrit dans le droit fil de celle constatée chez d'autres fonctionnaires de l'État, par exemple les policiers* ».

Quarante-deux personnes ont trouvé la mort lors de l'incendie qui a ravagé le bâtiment n° 6 de la résidence de l'université de l'Amitié entre les peuples dans la nuit du 24 novembre 2003. Pas moins de 200 autres étudiants ont été blessés, parmi lesquels une centaine sont toujours hospitalisés. Le groupe chargé de la lutte contre le racisme auprès de l'Aumônerie protestante de Moscou et l'Association des étudiants africains de l'université ont fait part à Amnesty International d'informations dignes de foi selon lesquelles les services d'urgence ont réagi lentement lorsque l'incendie leur a été signalé. Un grand nombre d'étudiants ont contesté la version officielle selon laquelle les secours n'ont mis que quelques minutes à se rendre sur place et ont critiqué la façon dont les opérations ont été conduites. En

outre, pour la plupart des étudiants interrogés par le groupe de l'Aumônerie protestante de Moscou, l'incendie lui-même était « *un acte criminel à caractère raciste* ».

De nombreux étudiants ont déclaré que les ambulances et les pompiers étaient arrivés sur les lieux entre une demi-heure et une heure après que l'incendie leur eut été signalé. Lorsque les pompiers sont parvenus sur place, beaucoup d'étudiants – dont certains se trouvaient au cinquième étage – avaient déjà été contraints de se jeter par les fenêtres du foyer. Un certain nombre de témoins ont signalé que des ambulanciers avaient tenté d'extorquer de l'argent aux étudiants en échange de leur transfert vers l'hôpital. Certains ont également déclaré que les employés des services de santé avaient décidé de transporter d'abord « *leurs patients* » – c'est-à-dire les Russes de souche – à l'hôpital.

Selon certains témoignages, les pompiers et le personnel médical ont manipulé les victimes – les morts et les blessés – brutalement et de manière inappropriée.

Toute la communauté étudiante vit depuis plusieurs semaines dans un climat de peur qui s'est installé à la suite de plusieurs agressions racistes, d'alertes à la bombe et d'incendies volontaires présumés. Dans la semaine qui a précédé l'incendie et au début du mois de décembre, plusieurs foyers voisins ont dû être évacués en raison d'alertes à la bombe. Le 9 décembre, un grand bâtiment situé au centre du campus a également été évacué à la suite d'une alerte à la bombe. Quatre jours après l'incendie, six étudiants (dont quatre étaient de nationalité jamaïcaine et un de nationalité colombienne) ont été grièvement blessés après avoir été agressés sur le campus par un groupe de skinheads. Plusieurs sont toujours hospitalisés. Deux des victimes étaient des femmes.

### Complément d'information

À la suite de ces événements, le recteur de l'université a démissionné et des poursuites pour négligence ont été engagées contre le commandant des pompiers pour l'arrondissement sud-ouest de Moscou, où se trouve l'université. De hauts responsables ont dénoncé les mesures de sécurité insuffisantes et les nombreuses violations des normes d'hygiène et de sécurité constatées dans le foyer incendié et dans tous les autres logements des étudiants sur le campus. Au moment où l'incendie s'est déclaré, deux des

trois sorties du foyer étaient verrouillées ; le bâtiment était dépourvu d'extincteurs et de système d'alarme anti-incendie en état de fonctionnement. Le gouvernement russe a affirmé publiquement que de nouvelles mesures allaient être prises afin d'améliorer les conditions de sécurité dans les résidences universitaires.

Depuis sa création en 1960, l'université de l'Amitié entre les peuples de Moscou accueille des étudiants originaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Des groupes de skinheads prennent fréquemment pour cible le campus universitaire et ses alentours, où vivent une majorité d'étudiants étrangers. Les agressions racistes continuent d'être monnaie courante, malgré une présence policière accrue sur les lieux.

De nombreuses communautés de la Fédération de Russie ont rapporté que la police s'en prend injustement aux membres des minorités ethniques et qu'elle les considère systématiquement comme des suspects potentiels. Il arrive par ailleurs que des groupes ethniques ou nationaux soient victimes de stéréotypes très négatifs dans les rapports émanant de responsables de l'application des lois. Or dans l'écrasante majorité des cas dont Amnesty International a eu connaissance, les autorités n'ont rien entrepris pour lutter contre ce type de racisme dans le système judiciaire. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**